

Intersyndicale Autonome de la Fonction Publique

DECLARATION

Notre pays vit depuis le mois de septembre 2007, une dégradation vertigineuse de la situation sociale et économique caractérisée par une diminution alarmante du pouvoir d'achat, suite à l'augmentation vertigineuse et incontrôlée des prix des produits de large consommation. Cette situation est due au fait que notre pays importe l'inflation de l'économie mondiale suite à l'augmentation des prix des produits de première nécessité sur le marché international démontrant ainsi l'aggravation de la dépendance alimentaire dont il souffre depuis des années.

Cette importation de l'inflation mondiale à généré une situation économique inédite dans l'histoire de la société algérienne : les citoyens sont payés en dinars algériens mais payent en euros !

L'intersyndicale autonome de la fonction publique constate que l'actuel gouvernement a été incapable de mettre en place une politique sociale et économique pour : stopper l'inflation, mettre en place une politique de l'Etat pour soutenir les prix des produits de première nécessité qui doit se traduire avant tout par une politique de soutien intense à la production agricole nationale, afin de diminuer la dépendance alimentaire et assurer la sécurité alimentaire du pays, protéger le pouvoir d'achat des citoyens, relancer l'activité économique et industrielle productive génératrice de richesses et de bien être ; et cela malgré les énormes moyens financiers dont dispose le pays suite à l'augmentation du prix des hydrocarbures.

L'intersyndicale autonome de la fonction publique est prête à utiliser tous les moyens légaux pour faire aboutir ses revendications justes et légitimes et interpelle les pouvoirs publics sur l'extrême gravité de la situation socio-économique que traverse notre pays et demande la mise en place de mesures socio-économiques urgentes pour répondre aux besoins sociaux, économiques et culturels des citoyens afin d'assurer la paix sociale et le bien être pour tous.

A ce propos, le secteur de la fonction publique connaît depuis le mois de janvier 2008, un vaste mouvement social animé par les syndicats autonomes autour de revendications socioprofessionnelles communes à tous les fonctionnaires :

- Défense du pouvoir d'achat**
- Refus de la nouvelle grille des salaires de la fonction publique qui a été élaborée unilatéralement par les pouvoirs publics sans consultation des partenaires sociaux comme l'exige les lois sociales nationales et internationales. Cette nouvelle grille des salaires ne répond nullement aux aspirations légitimes des fonctionnaires pour un salaire qui leur assure le bien**

être matériel et moral et qui permet aussi à notre pays d'avoir une fonction publique moderne au service du citoyen, du développement économique, social et culturel de la société algérienne. Même la maigre augmentation du salaire de base accordée dans cette nouvelle grille des salaires a déjà été rattrapée par l'inflation galopante.

- Demande d'une augmentation substantielle du point indiciaire afin d'avoir un salaire de base qui correspond aux aspirations légitimes du fonctionnaire.

- Demande de l'élaboration des statuts particuliers en concertation avec les partenaires sociaux représentatifs des fonctionnaires

- Abrogation de l'article 87bis

- Intégration des contractuels de la fonction publique

- Défense des libertés syndicales

- **Respect des conventions internationales de l'OIT N° 87-98-135 ratifiées par notre pays**

- Respect de l'article 15 de la loi 90-14 c'est-à-dire la non ingérence de l'administration dans les affaires internes du syndicat.

Ce vaste mouvement social dans la fonction publique a permis pour la première fois dans l'histoire syndicale de notre pays, l'émergence d'une unité et une solidarité syndicales sur le terrain des luttes et la construction au quotidien d'un vaste mouvement de résistance sociale dans la fonction publique pour défendre le pouvoir d'achat et les libertés syndicales.

Ce mouvement social algérien a reçu le soutien du mouvement syndical international qui lutte pour un secteur public moderne au service du bien être du citoyen.

L'intersyndical autonome de la fonction publique rappelle à l'opinion publique nationale qu'à ce jour, les pouvoirs publics refusent toujours l'ouverture des négociations et d'un dialogue social comme l'exigent les lois sociales nationales et internationales avec les partenaires sociaux représentatifs de la fonction publique, afin de répondre aux revendications justes et légitimes des fonctionnaires.

Les pouvoirs publics continuent à privilégier la politique du monologue et des intimidations, de la répression des libertés syndicales par l'instrumentalisation de l'appareil judiciaire pour remettre en cause le droit de grève garanti par la constitution, la ponction illégale des salaires des fonctionnaires qui ont suivi la grève.

Cette politique répressive ne fera pas plier les fonctionnaires qui luttent pour la défense de leurs revendications socioprofessionnelles dans le strict respect des lois sociales nationales et internationales.

Face au refus des pouvoirs publics de répondre aux revendications justes et légitimes des fonctionnaires, l'intersyndicale autonome de la fonction publique :

- **Appelle à l'unité d'action syndicale la plus large avec les syndicats autonomes de la fonction publique qui se battent pour la convergence des luttes syndicales pour hâter l'aboutissement des revendications justes et légitimes des fonctionnaires.**

Alger, le 29 février 2008

Les syndicats membres de l'Intersyndicale Autonome de la fonction publique:

CLA

CNAPEST

SATEF

SNAPAP

SNTE

SNPEM

CECA

La Coordination Nationale des Sections CNES